

Questions orales

Des voix: Bravo!

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il faudrait que je revois les chiffres, mais si je me souviens bien, il n'y a pas si longtemps, sous l'ancien gouvernement, la contribution du Canada était tombée à 0,9 p. 100 du PNB, ce qui représentait le pourcentage le plus bas de tous les pays de l'OCDE. Elle a légèrement augmenté depuis. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, je crois qu'elle se situait à 1,13 p. 100.

M. Turner (Vancouver Quadra): Vérifiez vos chiffres!

M. Mulroney: Le fait est que le gouvernement dont le député faisait partie a incité nos chercheurs à aller se réfugier aux États-Unis. Nous essayons de les ramener chez nous. Le député devrait nous aider au lieu de faire preuve de négativisme dans lequel le parti libéral semble se complaire.

Des voix: Bravo!

LA POSITION DU GOUVERNEMENT QUANT AUX COMPRESSIONS

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, le premier ministre ferait bien de vérifier ce qu'il avance, ou de relire son livre. Ma question s'adresse aussi au premier ministre.

Dans le but de s'excuser d'avoir imposé des compressions injustifiées au Conseil national de recherches, le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie a dit, hier, que lui et ses collègues du Cabinet avaient agi bien à regret. Le premier ministre et les membres de son Cabinet étaient-ils donc obligés d'agir ainsi? Peut-il justifier des compressions budgétaires qui nuisent à la position concurrentielle du Canada, minent un institut de recherche de premier ordre et sapent le moral des scientifiques d'un bout à l'autre du pays? Pourquoi a-t-il, avec ses collègues du Cabinet...

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je signale au député qu'il se répète.

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, ce qui nous a déplu, à moi et à mes collègues du Cabinet, c'est d'avoir dû corriger en un laps de temps aussi court vingt années de négligence voulue à l'égard des sciences et de la technologie.

Des voix: Bravo!

M. Berger: Monsieur le Président, le ministre s'incrimine lui-même, ainsi que ses collègues du Cabinet.

Des voix: Bravo!

[Français]

ON DEMANDE SI LE MINISTRE PEUT DÉPOSER LES DOCUMENTS SUR LESQUELS IL S'EST APPUYÉ POUR EFFECTUER DES COUPURES

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, je veux demander au ministre s'il peut déposer à la Chambre les analyses sur lesquelles il s'est appuyé pour couper ces 20 millions, ainsi qu'une liste des groupes qu'il a consultés et les recommandations des membres du Conseil national de recherches.

[Traduction]

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, il y avait, hier soir, une séance du comité permanent au cours de laquelle j'ai déposé de l'information très importante. C'est fort dommage

que le député ne prête pas assez d'importance à ces réunions pour y assister.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

* * *

LES JEUX OLYMPIQUES

LA VENTE DES BILLETS POUR LES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER DE 1988 À CALGARY

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, j'ai une question pour le ministre d'État à la Condition physique et au Sport amateur. Comme le ministre le sait, environ 85 p. 100 des billets des Jeux olympiques d'été et d'hiver de 1984 ont été offerts au grand public qui souhaite assister aux manifestations les plus populaires. Sachant qu'il circule un rapport selon lequel environ 50 p. 100 des billets des prochains Jeux olympiques de Calgary ont été réservés à une petite famille dite olympique, le ministre peut-il nous confirmer que c'est effectivement le cas? Peut-il dire aux députés pourquoi on interdit l'accès à ces manifestations à une partie aussi importante du grand public si telle est la politique suivie?

• (1425)

L'hon. Otto Jelinek (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur)): Monsieur le Président, je suis en mesure de confirmer que ce rapport est erroné. Le député a été mal informé. Soixante-quinze p. 100 des billets d'admission aux Jeux olympiques de Calgary seront proposés au grand public et 25 p. 100 seront attribués à ce que l'on appelle la famille olympique, qui comprend les organisations nationales, les groupes de commanditaires, le CIO lui-même et d'autres. C'est un partage meilleur que celui des Jeux olympiques de Los Angeles, et conforme à l'article 60 du règlement du CIO.

L'ACCÈS DU GRAND PUBLIC AUX ÉVÉNEMENTS LES PLUS POPULAIRES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le ministre doit bien savoir que ces rapports ne concernent pas l'ensemble des manifestations mais les plus populaires. Ce que l'on a dit, c'est que l'accès du grand public aux manifestations les plus populaires, notamment les matches de hockey, le patinage artistique et le patinage de vitesse, sera beaucoup plus limité que ce que vient de dire le ministre. Peut-il nous rassurer en nous confirmant que tel n'est pas le cas et que les Jeux olympiques canadiens seront effectivement ouverts au grand public?

L'hon. Otto Jelinek (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur)): Les Jeux olympiques de Calgary seront effectivement ouverts au grand public. Je ne peux pas confirmer que pour chacune de ces manifestations sans exception 70 p. 100 des billets seront mis à sa disposition. Le conseil d'administration du comité organisateur étudie actuellement la question pour certains événements précis, mais je peux donner au député, à la Chambre et à tous les Canadiens l'assurance que 75 p. 100 du total des billets qui seront vendus pour les Jeux olympiques de Calgary seront mis à la disposition du grand public.